

Communiqué de presse

8 septembre 2016

Contre les expulsions destructrices Pour la construction d'une politique d'hospitalité

Entre janvier et septembre 2016, à Paris, Calais, Cherbourg, Chocques, Dieppe et Steenvoorde, de nombreux campements ont été détruits, où survivaient plusieurs centaines d'hommes, femmes et enfants.

A Norrent-Fontes, un campement où survivent 250 exilé.e.s est menacé à son tour. Cet endroit précis est pourtant habité depuis 2008, suite à un accord passé entre les collectivités locales, les associations et les exilés, après une décennie d'expulsions déléteres. Ce campement, financé par le Réseau des Élus Hospitaliers a, comme de nombreux autres, été toléré et reconnu par les autorités préfectorales qui veulent maintenant le détruire au mépris des personnes qui s'y abritent. L'audience au tribunal de Béthune aura lieu le mercredi 14 septembre prochain.

A Calais, les autorités préparent la destruction des cabanes où survivent 9000 personnes. C'est pourtant précisément à cet endroit que les mêmes autorités ont décidé de parquer ces gens en 2015, le plus loin possible de la vie de la cité, tolérant explicitement la construction de ces abris. Malgré les conditions de vie extrêmement difficiles, les exilé.e.s se sont organisé.e.s individuellement et collectivement. Une vie sociale s'est développée, aujourd'hui menacée, sans autre solution que l'errance.

Depuis la fermeture du camp de Sangatte en 2002, plusieurs dizaines d'expulsions de squats et de campements ont eu lieu. Force est de constater que la même histoire se répète sans cesse: les pouvoirs publics ouvrent eux-mêmes ou laissent s'ouvrir des "lieux de tolérance" pour les fermer ensuite à plus ou moins longue échéance, en annonçant au pire la fin d'un problème et, au mieux, des solutions qui, étant trop souvent indignes et toujours inadaptées, montrent très rapidement leurs limites.

La recrudescence de ces expulsions/destructions ces derniers mois est le signe de l'échec patent des politiques d'inhospitalité mises en place par l'État et certains élus locaux à l'encontre des exilé.e.s en transit.

Plutôt que de réfléchir et d'expérimenter des dispositifs d'accueil adaptés, les responsables préfèrent déplacer régulièrement les bidonvilles, quitte à empirer la situation.

Nous le savons par expérience: les expulsions des lieux de vie n'ont jamais eu d'autres conséquences que d'aggraver la précarisation des personnes expulsées qui perdent leurs effets personnels, sont dispersées et condamnées, plus fragilisées encore, à errer à la recherche d'un nouvel abri.

Sans concertation ni solutions adaptées, la destruction des abris détruit aussi un réseau social.

Devant les carences de l'État, nombreuses sont les associations et les personnes qui viennent en aide aux exilés. Aide humanitaire, information sur les droits, accès aux soins de santé, conseil et accompagnement administratif, etc. Les destructions de lieux de vie effacent les espaces où se retrouvent des personnes de confiance et renforcent la méfiance des exilé.e.s vis à vis d'un État qui les pourchasse jusque dans les fossés, les stocke dans des containers ou les contraint à un déplacement forcé en CAO, dans la direction opposée à leur trajet migratoire.

La destruction des abris intensifie également la pression et la violence autour des points de passage.

L'augmentation des rixes entre groupes de personnes migrantes autour de Angres, Chocques, Norrent-Fontes et à Calais même depuis la destruction de la partie sud du bidonville en mars dernier en est la preuve criante.

Enfin, et ce n'est pas la moindre des choses, les discours qui accompagnent ces destructions cristallisent et encouragent les réactions xénophobes. Ces destructions sont irrespectueuses des personnes qui passent mais aussi de celles qui restent, en transformant la question de l'accueil en problème et en faisant croire qu'il suffit de détruire des abris pour régler ce problème.

Il est urgent de remettre en cause cette politique systématique d'expulsion qui n'a aucun sens.

Les organisations signataires demandent instamment aux autorités:

- un moratoire sur les expulsions et destructions d'abri, tant que des solutions adaptées ne seront pas réfléchies,
- de construire l'hospitalité. D'une part, en mettant en place *des Maisons des Migrants* pour les exilé.e.s en transit, proches des différents lieux de passage, comme l'actuel premier ministre le suggérait il y a trois ans, et, d'autre part, en instaurant *de véritables programmes d'accueil dans les communes pour les exilé.e.s qui restent*,
- de renégocier avec la Grande-Bretagne les accords du Touquet qui rendent la frontière meurtrière,
- de renégocier le règlement Dublin III qui empêche les demandeurs d'asile de déposer leur dossier dans le pays de leur choix, rallonge coûteusement et inutilement les délais d'examen de la demande et est la cause de nombreux départs de CAO, les exilé.e.s craignant de se faire expulser dans des pays qu'ils ont traversés.

Pour dénoncer la politique actuelle, inefficace et destructrice et pour défendre l'hospitalité, les organisations signataires appellent à

- participer **samedi 10 septembre** à la journée festive «**champs de résistance**» au **campement de Norrent-Fontes**,
- **assister à l'audience au tribunal de Béthune le mercredi 14 septembre à 14h**

Contacts presse:

GISTI, Violaine Carrère : 06.74.34.03.85 / carrere@gisti.org

Arras Solidarité Réfugiés, Odile Loquet: 06.71.15.13.85.

La Brique, Mélodie Lorek: 07.82.22.76.38.

ECnou, Amandine Clipet-Bosch : 07.51.61.15.31.

Terre d'Errance, Nan Suel: 06.95.28.29.43 / terrederrance@mon-asso.org

Signataires:

Organisations régionales:

Hauts de France:

ACC Minorités Visibles

Arras Solidarité Réfugiés

L'Auberge des Migrants

La Brique

La Cabane Juridique / Legal Shelter

Care4Calais

La Cimade – Nord/Picardie

ECnou

Emmaüs Dunkerque

Fraternité Migrants Bassin Minier 62

Gynécologie Sans Frontière – délégation Hauts de France
Ligue des Droits de l'Homme - Dunkerque
Médecins du Monde - Hauts de France
Réveil Voyageur
Secours Catholique - délégation du Pas-de-Calais
Secours Populaire - Vendin/Oblinghem
Terre d'Errance
Terre d'Errance Steenvoorde
Utopia 56

Normandie :

Itinérance Dieppe

Paris :

La Chapelle Debout
Kâlî

Organisations nationales:

Association pour la Défense des Droits des Étrangers (ADDE)
CCFD Terre Solidaire
Emmaüs France
Fondation Abbé Pierre
Groupement Étudiant National d'Enseignement aux Personnes Incarcérées (GENEPI)
Observatoire de l'Enfermement des Étrangers (OEE)
Revue *Pratiques*, les Cahiers de la médecine utopique
Syndicat de la Médecine Générale
Syndicat de la Magistrature

Dont organisations membres de la CFDA:

Elena France
Groupe d'Information et de Soutien aux Immigrés (Gisti)
Jésuit Refugee Services (JRS) - France
Ligue des Droits de l'Homme (LDH)
Mouvement Contre le Racisme et Pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)

Organisations Internationales :

Emmaüs International